« Je me suis réfugié là ! » Bords de routes en exil

. Paris, Donner lieu, 2011, 126 p., bibl., ill.

David Mahut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/17751>

DOI : 10.4000/etudesafricaines.17751

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

David Mahut, « « Je me suis réfugié là ! » Bords de routes en exil », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 213-214 | 2014, mis en ligne le 27 juin 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/17751> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.17751>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

« Je me suis réfugié là ! » Bords de routes en exil

. Paris, Donner lieu, 2011, 126 p., bibl., ill.

David Mahut

AGIER, Michel & PRESTIANNI, Sara. — « *Je me suis réfugié là !* » *Bords de routes en exil*. Paris, Donner lieu, 2011, 126 p., bibl., ill.

- 1 Cet ouvrage est le résultat d'une enquête ethnographique menée en 2009 dans quatre lieux de refuge qui se sont développés sur les routes migratoires européennes : le campement de Patras en Grèce, la « jungle » de Calais dans le nord de la France, les squats d'Agnanina et de Colatina dans la banlieue de Rome, et les abris du Canal Saint-Martin à Paris. Michel Agier et Sara Prestianni apportent un regard anthropologique et photographique sur ces lieux informels et provisoires de l'exil, là où certains migrants, à défaut d'hospitalité, ont pris place, là où ils sont « tolérés ». C'est donc dans les marges des ordres urbains, terrains vagues et immeubles abandonnés, que les auteurs ont choisi de conduire leur investigation.
- 2 Leur objectif est de contribuer à la connaissance de ces emplacements précaires tout en restituant les contextes dans lesquels ils se forment et se transforment ; une connaissance qui se veut compréhensive, éloignée des représentations sociales et politiques de l'étranger indésirable. Il s'agit alors d'aller sur place pour décrire et comprendre les manières dont les occupants — réfugiés, exilés, demandeurs d'asile, migrants clandestins — habitent ces lieux, les organisent et leur donnent un sens.
- 3 Le livre prend la forme d'un journal de terrain où s'entremêlent constamment des récits d'observation, des témoignages de parcours migratoires, des commentaires, des photographies, des réflexions sur les conditions de l'enquête ou sur les raisons d'être des habitats-refuges explorés. À travers ces différentes formes d'écriture, le lecteur découvre la vie intérieure des campements ou des abris, des lieux de refuge qui

remplissent la double fonction d'accueil et de transit. À Calais et Patras, les campements ont l'allure de « brouillons de villes » (p. 71) avec leurs ruelles, leurs « petits » commerces, leurs baraques de toiles, de cartons, de ferrailles et de plastiques. Une architecture des campements et un certain « modèle » d'habitat se sont donc développés, témoignant de tout un savoir-faire et d'un « savoir construire »¹ acquis dans des situations sociales précaires et des contextes économiques difficiles. Cet aménagement de l'espace vise avant tout à assurer un minimum de protection aux habitants. Mais il est aussi ce qui permet « un début d'organisation collective du quotidien »². Ces établissements humains, bien que temporaires, forment alors un espace vivable et relativement stable. Et lorsque leur existence est suffisamment longue, ils deviennent un point de repère dans l'itinéraire des migrants, une étape dans leur quête du lieu d'arrivée, celui qui mettra fin à leur exil.

- 4 Toujours est-il que ces lieux de refuge demeurent des espaces « à part », conçus et maintenus à l'écart de la loi (ils sont illégaux mais tolérés), de la territorialité (ils occupent les interstices, les vides, les bâtiments laissés vacants, les forêts, etc.) et de la société où ils se trouvent (leurs occupants sont socialement exclus et invisibles). Exception juridique, extraterritorialité et exclusion, ces trois éléments définissent l'habitat-refuge et soulignent l'absence de citoyenneté des occupants. À Patras, par exemple, l'eau et l'électricité, obtenues par des branchements clandestins, sont régulièrement coupées par les services publics ou les riverains. Dans ces branchements-débranchements incessants se jouent l'accès au droit à la ville, la reconnaissance politique et sociale du campement. Habiter un lieu de refuge, c'est donc habiter un « espace autre »³ qui est aussi l'espace des autres, un lieu qui demeure sous le contrôle du monde qui le marginalise. C'est aussi être dans un rapport « tensionnel » à certains riverains, aux administrations territoriales et internationales, aux organisations policières qui surveillent, harcèlent, chassent les migrants et détruisent leurs installations.
- 5 Dans ce contexte hostile, l'expérience du rejet social fait partie du vécu quotidien de ceux qui se sont réfugiés sur les bords des routes de l'exil. Cependant, dans chacun des lieux visités, les auteurs ont observé la présence d'organisations humanitaires, d'associations de défense des droits de l'homme ou du droit des étrangers. Ces dernières apportent des aides aux migrants qui se fondent sur autre chose qu'une volonté politique de rejet et de mise à l'écart (soins médicaux et psychologiques, distributions de nourriture et de vêtements, accompagnement social et juridique). Bénévoles, militants, médecins, travailleurs sociaux, riverains, policiers, « tous agissent dans ces lieux, s'y croisent, [...] se retrouvent là et composent ensemble dans leur confrontation même, leur socialité spécifique » (p. 78). L'existence des campements ou des squats ne peut pas se concevoir en dehors de ces acteurs-là qui conditionnent, peut-être autant que les migrants eux-mêmes, un mode d'habiter dans ses logiques propres.
- 6 Peu de temps après l'enquête, les refuges de Calais, Paris et Patras ont été détruits (entre septembre 2009 et juillet 2010)⁴. Depuis, de nouveaux habitats éphémères se sont créés, en d'autres lieux, redéfinissant du même coup les zones de transit, les circuits possibles de la migration. Dans la logique de durcissement des politiques migratoires européennes, ces espaces autres, en constante re-production, portent déjà en eux l'éventualité « d'une élimination arbitraire » (p. 106). Les auteurs appellent à réfléchir sur la condition précaire des lieux de l'exil. Pour eux, seule la reconnaissance sociale et

politique de leur existence permettra l'émergence d'une politique d'accueil fondée sur ce que d'autres ont nommé « l'obligation d'hospitalité »⁵.

- 7 Ce « petit » livre multiforme mérite d'être lu pour la finesse du regard porté par Michel Agier et Sara Prestianni sur des lieux de vie qui demeurent largement méconnus et invisibles. Ces lieux, de même que les personnes qui les habitent, sont rendus présents dans une écriture « immédiate et transparente » (p. 15) qui ne cesse pas pour autant d'être analytique.

NOTES

1. M. AGIER, « “Je me suis réfugié là”. Entretien avec Christine Delory-Momberger », *Le sujet dans la cité*, 2, octobre 2011, p. 94.

2. *Ibid.*, p. 93.

3. Expression empruntée par les auteurs à M. FOUCAULT, « Des espaces autres », in *Dits et écrits*, tome IV, Paris, Gallimard, 1984, pp. 752-762.

4. Les occupants des squats de la banlieue de Rome, quant à eux, étaient dans l'attente de leur évacuation. Par ailleurs, on peut se demander si la durée de vie parfois très courte des refuges (quelques mois pour les abris du Canal Saint-Martin) n'est pas un obstacle au travail ethnographique qui repose entre autres sur une insertion personnelle et de longue durée dans un espace social donné.

5. D. FASSIN, A. MORICE & C. QUIMINAL, *Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des Sans-papiers*, Paris, La Découverte, 1997, p. 279.